



Arrêté permanent n°150 à 157 Réglementant la circulation au droit des chantiers courants et des zones d'interventions d'urgence sur le réseau routier et cyclable des ex-routes départementales hors agglomération, et hors déviation.

Le Maire de la Commune de LEGUEVIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la loi n° 89-413 du 22 Juin 1989 relative au Code de la Voirie routière et le Décret n°89-631 du 4 Septembre 1989.

Vu le Code de la Route.

Vu le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété.

Vu l'avis de Monsieur le Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute- Garonne en date du 14 Octobre 2008.

Vu les prescriptions et les schémas des manuels de signalisation temporaire de chef de chantier (routes à chaussées séparées, routes bidirectionnelles) édités par le Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

Vu l'Arrêté n°662/09 du 27 octobre 2009 portant réglementation provisoire de la circulation sur le réseau routier départemental hors agglomération.

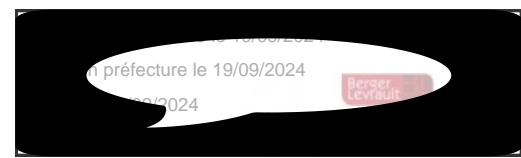
Vu le règlement de voirie du Grand Ouest Toulousain adopté par délibération du Conseil Communautaire.

Vu la loi MPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Vu l'article 90 de la NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et impliquant le transfert du domaine public routier départemental de la Haute-Garonne à Toulouse Métropole le 01 janvier 2017.

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer de façon permanente, en raison de leur caractère répétitif, la mise en œuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier et cyclable constitués par les Ex-routes départementales transférées au 01/01/2017 dans le cadre de la loi NOTRe et dénommées comme telles dans cet arrêté.

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des personnels chargés d'exécuter des travaux ou d'intervenir sur le réseau routier et cyclable départemental et qu'il convient de réduire, autant que possible, la gêne occasionnée à la circulation.



ARRETE

Article 1 :

Cet arrêté abroge et remplace tous les arrêtés réglementant la circulation au droit des chantiers courant et des zones d'interventions d'urgence sur le réseau routier et cyclable des ex-routes départementales, **hors agglomération**, et hors déviation sur le territoire de la commune de LEGUEVIN

Article 2 :

Les restrictions visées aux articles 4, 5 et 6 et relatives à la circulation des usagers sont autorisées au droit des chantiers dits « courants » (définis à l'article 3) réalisés sur les ex-routes départementales et les parcours cyclables transférés au 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi NOTRe et exécutés hors agglomération, par les services du Grand Ouest Toulousain, les la Ville de LEGUEVIN ou par des concessionnaires, entreprises ou services publics intervenant pour ou sous le contrôle des services du Grand Ouest Toulousain, sous réserve des conditions fixées dans les articles ci-après.

A titre indicatif et non exhaustif, les principaux chantiers concernés (qu'ils soient réalisés en régie ou par les entreprises) sont :

- intervention ponctuelle (réalisée en régie ou par l'entreprise) dans la réparation des chaussées, de leurs dépendances ou de leurs équipements ;
- entretien périodique des chaussées, en particulier point à temps automatique et programme d'enduits superficiels ou d'enrobés ou autres techniques ;
- entretien des dépendances et des équipements de la route : chantiers mobiles divers dont le fauchage, le curage des fossés, l'entretien des accotements, l'élagage et l'abattage d'arbres, le remplacement, l'entretien et le nettoyage de la signalisation verticale, etc ... ;
- entretien des ouvrages d'art : nettoyage, petites réparations, visites périodiques avec ou sans nacelle, réfection des joints de chaussée, etc ... ;
- intervention sur éclairage public, feux tricolores ;
- réparation ou pose de glissières de sécurité ;
- entretien et mise en œuvre de signalisation horizontale ;
- exploitation de la route : comptages du trafic ou sondages d'opinion, gestion des événements de courte durée ;
- interventions réalisées dans le cadre du service hivernal ... ;
- travaux sur les réseaux des concessionnaires situés dans le domaine public routier ou à proximité ;
- tous travaux exécutés sur ou à partir du domaine public routier (accès riverains, réseaux aériens, etc)

La signalisation de chantier afférente sera mise en place,

- soit par les services du Grand Ouest Toulousain,
- soit, sous le contrôle des services du Grand Ouest Toulousain, par les concessionnaires, entreprises privées ou services publics susvisés en ce qui concerne les chantiers réalisés par leurs soins.

Elle sera adaptée à la situation rencontrée et conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (*Livre 1, notamment la 8ème partie, « signalisation temporaire »*) ; cette signalisation respectera les prescriptions et schémas des manuels de signalisation temporaire du chef de chantier et les guides d'exploitation sous chantier édités par le SETRA

Le présent arrêté ne dispense pas les intervenants d'accomplir les formalités relatives aux autres aspects de la réglementation, notamment la police de conservation du patrimoine routier intercommunal (*obtention préalable d'une autorisation de voirie, Déclaration d'intention de Commencer les Travaux, fiche de demande d'occupation temporaire du domaine public routier, desc, etc ...*)

Article 3 :

Les dispositions du présent arrêté, concernent les chantiers dits «courants» définis ci-après :

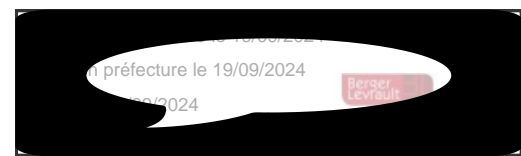
Un chantier réalisé sur ex-route départementale hors agglomération (de jour ou de nuit) est dit « courant » s'il répond aux critères suivants :

- **Il ne doit pas entraîner :**
 - de déviation de circulation
 - de gêne importante pour l'usager, notamment lors des périodes de circulation dites en « heures de pointes » (07H00-09H30 et 16H30-20H00)
 - d'alternat d'une longueur supérieure à 500 mètres sur les Ex-routes départementales classées dans le réseau routier primaire
- Le débit prévisible par **voie laissée** libre à la circulation doit être inférieur aux valeurs suivantes, pendant toute la durée du chantier :
 - sur routes bidirectionnelles, < 1000 véhicules par heure sans réduction de la largeur de la voie laissée libre à la circulation,
 - sur routes à chaussées séparées, < 1200 véhicules par heure par voie(s) laissée(s) libre(s) à la circulation, sans réduction de la largeur de cette (ces) voie(s)
- Sur routes à chaussées séparées, un chantier dit « courant » doit également respecter les prescriptions suivantes :
 - la zone de restriction de capacité ne doit pas excéder 6 km ;
 - le chantier ne doit pas entraîner de basculement partiel ;
 - l'inter distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de 5 km si un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation ;

Un chantier est dit « non courant » si l'une ou plusieurs conditions caractéristiques des chantiers courants ne sont pas remplies.

A contrario, **un arrêté particulier sera pris systématiquement pour les chantiers non Courants** et/ou amenant au besoin d'une déviation de la circulation routière

Toutefois les phases préparatoires et terminales d'un chantier « non courant » peuvent être traitées comme un chantier « courant » dans la mesure où l'activité du chantier a des impacts sur la circulation qui restent dans le domaine des chantiers « courants ».



Article 4

Les mesures de police de **circulation relatives aux chantiers « courants »** sur Ex-routes départementales bidirectionnelles sont les suivantes :

- *interdictions de dépasser et de stationner* : elles pourront être imposées, par apposition de panneaux de type "83" et "86", sur toute la longueur de la zone de chantier ou présentant un danger temporaire, dès qu'il y aura réduction de la largeur circulaire ou difficulté particulière (accès de chantier, obstacles particuliers réduisant la capacité de dépassement, véhicule accidenté, visibilité ou sécurité dans les manœuvres ...)
- *limitation de vitesse* : elle sera imposée aux usagers, en passant par paliers dégressifs intermédiaires de 20 km/h :
 - 70 et 50 km/h lorsque la vitesse est limitée à 90 km/h et que subsistent 2 voies de circulation assurant la circulation bidirectionnelle.
 - 50 km/h en présence d'alternat ou de conditions de circulation altérées par la nature même du chantier, voire 30 km/h lorsque les conditions de sécurité le nécessitent vraiment.

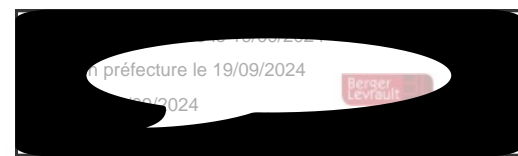
Ces limitations seront imposées aux usagers par panneaux de type "B14" et levées par des panneaux de fin de prescription de type "B31" ou "B33" suivant les cas.

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de gamme normale, seront, pour chaque série de panneaux consécutifs et indissociables, espacés de 100 mètres environ.

- *Circulation alternée* : un alternat de circulation pourra être réalisé au droit des rétrécissements de chaussée, après une pré-signalisation par panneaux de type "KCI" portant la mention "circulation alternée".

Dans ce cas, cet alternat sera commandé soit :

- manuellement par des personnels dotés de signaux de type "K10" qui synchroniseront les phases de circulation, soit visuellement, soit par liaison radio téléphonique dans les conditions d'emploi suivantes :
 - le trafic horaire dit « de pointe » ne doit pas dépasser 1000 véhicules par heure pour les deux sens cumulés.
 - la longueur maximum de l'alternat est de 500 mètres pour les routes départementales de 1ère catégorie et de 1200 mètres pour les autres.
- **automatiquement** par signaux bicolores d'alternat temporaire précédés d'une signalisation de danger du type "AK17"
 - par panneaux de type "B15" et "B18" sur les sections de routes départementales présentant les caractéristiques suivantes :
 - trafic horaire dit « de pointe » inférieur ou égal à 400 véhicules/heure pour les deux sens cumulés.
 - visibilité sur une longueur totale d'au moins 300 mètres.



de plus, la longueur maximale de l'alternat sera limité, en fonction du trafic de pointe, à :

- 150 mètres si le trafic est inférieur 100 véhicules/heure pour les deux sens cumulés
- 100 mètres si le trafic est compris entre 150 et 400 véhicules/heure pour les deux sens cumulés

Article 5

Les mesures de police de circulation relatives aux chantiers « courants » sur routes à chaussées séparées sont les suivantes :

5.1 - Cas des **Chantiers fixes** :

- *Interdictions de dépasser et de stationner* : elles pourront être imposées, par apposition de panneaux de type "B3" et "B6", sur toute la longueur de la zone de chantier, dès qu'il y aura réduction du nombre de voies

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de grande gamme sur accotement ou Bandes d'Arrêt d'Urgence, seront espacés de 200 mètres environ et les « rappels » tous les deux kilomètres. Cette distance pourra être adaptée suivant les conditions de visibilité et les impossibilités physiques.

La signalisation sera, dans la mesure du possible (sauf impossibilité physique), répétée sur le terre-plein central avec des panneaux de classe 2 et de gamme normale.

- *limitation de vitesse* : elle sera imposée aux usagers, en passant par paliers dégressifs intermédiaires de 20 km/h :
 - 90 km/h lorsque la vitesse est limitée à 110 km/h et lorsqu'il ne reste qu'une voie de circulation.
 - 70 km/h en approche puis 50 km/h au droit du chantier.
 - 70 km/h au droit des échangeurs si la circulation ne s'effectue plus que sur une voie.

Ces limitations seront imposées aux usagers par panneaux de type "B14" et levées par des panneaux de fin de prescription de type "B31" ou "B33" suivant les cas.

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de grande gamme, seront, pour chaque série de panneaux consécutifs et indissociables, espacés de 200 mètres environ.

La signalisation sera, dans la mesure du possible (sauf impossibilité physique), répétée sur le terre-plein central avec des panneaux de classe 2 et de gamme normale.

5.2 - Cas des **chantiers mobiles** signalés par flèches Lumineuses de Rabattement (F.L.R):

Afin d'assurer la neutralisation d'une voie d'une section à 2 x 2 voies, la signalisation du biseau pourra être réalisée à l'aide de deux remorques portant une « Flèche Lumineuse de Rabattement » (F.L.R).

Ces remorques seront utilisables de jour, comme de nuit pour la protection :

- des chantiers mobiles d'une longueur maximale de 4 Lm,
- des incidents ou accidents représentant des dangers temporaires pour les usagers.

L'utilisation des F.L.R. sur Bande d'Arrêt d'Urgence (B.A.U.) et bretelles est interdite.

Article 6

Les mesures de police de circulations relatives aux chantiers courants sur les parcours cyclables sont les suivantes :

Aux abords de la zone en travaux les cyclistes devront ralentir ou mettre pied à terre, la signalisation temporaire suivante sera mise en place : panneaux de type "AK5" et "AK3 " complétés éventuellement par la mention "cycliste mettez pied à terre".

La circulation pourra également être interrompue ponctuellement selon les besoins du chantier au moyen de piquets de type "K10" ; les usagers se conformeront alors aux instructions des agents de travaux.

Article 7 :

Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, tout ou partie des signaux en place seront déposés systématiquement ou occultés si les motifs d'exploitation ayant conduit à les implanter ont disparu.

Article 8 :

Toutes ces dispositions prennent effet à compter de la date du présent arrêté. Elles s'appliquent :

- aux chantiers de fauchage (*quel que soit la période*).
- aux autres chantiers mobiles dont la durée est inférieure ou égale à 10 jours ouvrables.
- aux chantiers fixes dont la durée est inférieure ou égale à **30 jours ouvrables**.

Article 9

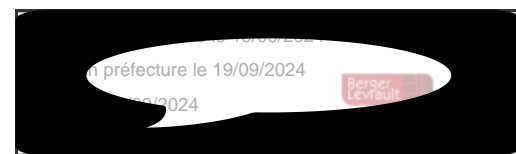
Les mesures de police de circulation particulières relatives aux interventions d'urgence sont les suivantes :

9.1 - Sur ex-routes départementales bidirectionnelles :

En cas d'urgence absolue (événement obstruant les deux voies) et en liaison avec les forces de l'ordre, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la route concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers, ce pour une durée maximale de 48 heures.

La circulation est alors déviée en fonction des itinéraires existants à proximité et présentant des caractéristiques suffisantes.

Dans les autres cas et au-delà de ce délai, un arrêté spécifique devra être pris.



9.2 - Sur Routes à chaussées séparées :

La signalisation est réalisée à l'aide de véhicules d'Urgence » (F.L.U.) pour tous les évènements ou interventions d'une durée inférieure à 2 heures.

- *Échangeurs* : lors d'un évènement particulier sur une bretelle d'entrée ou de sortie d'échangeur, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la voie concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers.

Étant précisé que cette interruption ne devra pas excéder une demi-journée (12 heures).

- *Section courante* : en cas d'urgence absolue (évènement obstruant les deux voies) et en liaison avec les forces de l'ordre, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la section courante concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers, ce pour une durée maximale de 12 heures. La circulation est alors déviée à compter de l'échangeur précédant l'évènement.

Dans les autres cas et au-delà de ce délai, un arrêté de réglementation spécifique devra être pris. La demande est à formuler auprès de la Ville de LEGUEVIN à contact@ville-leguevin.fr

Article 10 :

Sur l'ensemble des ex-routes départementales situées hors agglomération, le présent arrêté est applicable, par extension, pour :

les interruptions de circulation, notamment pour :

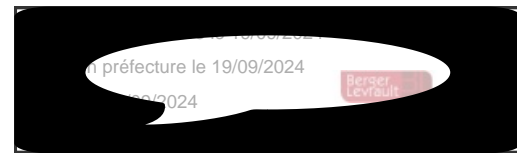
- la mise en place d'un balisage,
- l'inversion d'un balisage (voie lente vers voie rapide ou vice versa),
- la mise en place d'un basculement,
- l'intervention pour enlèvement d'objet,
- l'abattage d'arbres présentant des risques de ruptures mécaniques,
- le fauchage au droit des îlots,
- des interventions diverses sur la chaussée,
- le passage de transport exceptionnel.
- le passage d'épreuves sportives.

Étant précisé que ces interruptions ne devront pas excéder 30 minutes, sauf avis contraire du détenteur du pouvoir de police à la circulation, en l'occurrence M. le MAIRE de la Ville de LEGUEVIN.

- les engins destinés à effectuer des mesures et contrôles de chaussée ou les engins de balayage circulant à vitesse réduite, sous escorte éventuelle de véhicules des services de Grand Ouest Toulousain (et des forces de l'ordre au besoin).
- les chantiers de marquage horizontal : la largeur de la voie contiguë à celle traitée (marquage ou pose de plots) pourra voir sa largeur roulable réduite ponctuellement au niveau de la machine d'application, de l'équipe de pose des plots ou de la zone de séchage.

Article 11 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie ainsi qu'aux extrémités du chantier et sera publié au Recueil des Actes Administratifs dans les conditions habituelles.



Article 12 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée conformément aux lois en vigueur. Les véhicules en infraction feront l'objet des mesures d'immobilisation et d'enlèvement justifiés et ce, aux frais de(s) contrevenant(s).

Article 13 :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, celui-ci peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse sis 68 rue Raymond IV à TOULOUSE (31), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat. Une application informatique de Télérecours a également été mise en place et accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>

Article 14 :

Le Directeur Général des Services de LEGUEVIN, M. le Directeur Général des Services du GRAND OUEST TOULOUSAIN Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de Gendarmerie à Leguevin ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de la Ville de Leguevin sont chargés, M. le Directeur du Centre Technique Municipal de LEGUEVIN, M. le Directeur des Services Techniques du GRAND OUEST TOULOUSAIN, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté lequel sera publié dans le recueil des actes administratifs de la collectivité et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Leguevin, le 02 août 2024

Le Maire

Etienne CARDEILHAC-PUGENS

